

Motion proposées par les élus FCPE au CA du lycée JP Sartre de Bron  
à laquelle s'associent les élus des personnels enseignants et les élus des élèves

## **Non aux portiques de sécurité dans les lycées !**

Laurent Wauquiez, président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, souhaite équiper l'ensemble des lycées de la région de portiques de sécurité pour un coût estimé à 20 millions d'euros. Cette mesure vise à apporter plus de sécurité dans les établissements en luttant contre le trafic de drogue, contre les intrusions d'armes à feu ou d'éléments extérieurs, ou encore contre les actes terroristes...

Sans disconvenir toutefois que le climat est actuellement anxiogène avec la multiplication des fausses alertes à la bombe, les élus de la FCPE du lycée Jean-Paul Sartre estiment que ces installations de portiques sont techniquement inefficaces et génératrices de problèmes pour des raisons évidentes de bon sens :

- Ils créeront des points d'attroupement des lycéens constituant des cibles potentielles ;
- Le temps nécessaire pour faire passer l'ensemble des élèves occasionnera inévitablement des retards en cours ;
- Les éventuels individus mal intentionnés ne vont pas choisir de passer par les portiques alors qu'il existent des points d'accès au lycée moins sécurisés ;
- Le contrôle nécessitera la présence de personnels assermentés seuls autorisés à fouiller les sacs.

Les dispositifs de contrôle de l'ouverture des portes pourraient être plus efficaces et opérationnels, par exemple en rapprochant la loge des grilles d'entrée et avec plus de personnels disponibles pour la surveillance.

Le nombre d'adultes dans l'établissement, la présence de personnel médico-social permanent, la qualité du dialogue avec les familles et avec les élèves ; des classes en nombre suffisant et adaptées au nombre d'élèves ainsi qu'à la pratique des apprentissages ; l'entretien des bâtiments avec des moyens dédiés et un nombre suffisant de personnels titulaires ... sont autant d'éléments indispensables pour maintenir la sérénité du climat scolaire nécessaire à un enseignement de qualité.

De plus, le dernier rapport de la Direction de l'Évaluation, de la Prospective et de la Performance souligne qu'en 2014-2015, les établissements publics du second degré ont signalé en moyenne 12,4 incidents pour 1 000 élèves. Ce chiffre est comparable à celui de l'année précédente et il s'agit pour l'essentiel de cas de violences verbales envers les enseignants. C'est surtout la part de la consommation de stupéfiants qui est en hausse et les portiques ne détectent pas la drogue. Rien ne justifie donc un tel déploiement de moyens.

Nous pensons qu'on ne forme pas des citoyens libres et éclairés en les immergeant à l'adolescence, dans un climat policier. On prend alors le risque d'aboutir à un effet inverse au but recherché.

Cet argent serait bien mieux investi pour faire fonctionner les Comités d'Éducation à la Santé et à la Citoyenneté et les Maisons des lycéens.

Pour toutes ces raisons, les parents élus de la FCPE sont contre l'installation de portiques de sécurité